

Vœux du MOC, 24 janvier 2025

« Chaque génération naît avec une dette de vie et une créance de sens. Ayant reçu la vie, elle doit la rendre et notamment rendre à celles et ceux qui lui succèdent un monde aussi habitable que celui qu'elle a reçu. Mais venant au monde, elle a aussi une créance de sens, du sens d'un monde qui confère une signification à son existence ».

Alain Supiot

Chères amies, chers amis,
Bonsoir,

Le MOC et ses 5 organisations constitutives sont heureux de vous accueillir aujourd'hui. 5 organisations, c'est 5 approches, 5 regards, 5 attentions spécifiques qui nous permettent de poser ensemble un regard transversal sur l'actualité.

Regardons l'année 2024 qui restera gravée dans nos mémoires :

D'abord du point de vue syndical, grâce à l'engagement sans faille de milliers de militants, la CSC a remporté les élections sociales, tant au niveau national que régional. Cette victoire est la preuve que nos valeurs, notre projet syndical et notre défense des travailleurs sont plus que pertinents.

Mais cette année a également été marquée par une défaite majeure sur le plan politique.

Les belges ont voté, les Wallons ont voté, les Carolos ont voté, les Chimaciens, les Fleurusiens, les Gerpinnois ont voté, ... Les résultats sont tombés.

Les élections du 9 juin 2024 ont porté à la victoire une droite dure, libérale, capitaliste, conservatrice, voire raciste et patriarcale.

Sur le plan communal, la tendance de juin s'est malheureusement confirmée au mois d'octobre. Même si quelques bastions résistent sur nos arrondissements de Charleroi et Thuin, on ne peut pas ne pas voir le recul des partis progressistes. Ceci est particulièrement visible lorsque l'on regarde les résultats par districts aux élections provinciales où le recul du PS et la progression du MR sont très nets.

Nous entrons en 2025 dans une période de gouvernance marquée par une idéologie très forte, fondée sur le mérite, la réussite et la responsabilité individuelle.

Ces résultats électoraux sont le reflet d'un état de pensée dans la population et ils nous posent à tou.te.s de nombreuses questions, de nombreuses réflexions et réactions :

- 1) D'une part, il est clair que le MOC et ses 5 organisations ne veulent pas de ces gouvernements de droite. Il est évident que ce qui nous est mijoté tant à la RW et à la fédération Wallonie-Bruxelles qu'au fédéral, au-delà de nous désespérer, nous met très en colère.



Au-delà de l'austérité budgétaire annoncée, nous avons un programme général en faveur du monde économique et des entreprises, renforcement de la compétitivité et de la concurrence avec le privé (notamment pour les asbl), langage de la responsabilisation et du mérite (responsabilisation-évaluation-sanction), remise en cause de certains droits acquis (chômage, allocations familiales, accès au logement d'utilité public, statut des fonctionnaires publics et des enseignants, accès aux places en crèches, ...), aggravant ainsi la précarité pour des milliers de familles, ou encore des cadeaux fiscaux aux plus riches, accentuant des inégalités déjà insupportables ... autant de chemins qui nous emmèneront dans un combat permanent pour préserver nos services publics, notre sécurité sociale et les droits des travailleurs.

Ces mesures s'adosent à une vision néolibérale claire et dure :

La réduction des droits d'enregistrement, par exemple, n'est pas une réforme au bénéfice des classes moyennes et populaires puisqu'elle supprime la progressivité fiscale de cet impôt en supprimant le chèque-habitat. C'est donc bien une réforme au bénéfice de ceux qui possèdent déjà le plus. C'est donc bien la juste répartition des richesses qui est visée.

Prenons encore l'exemple du non-marchand : le renforcement annoncé (dans la déclaration politique régionale) des moyens « structurels » du non-marchand pour ne plus dépendre des moyens ponctuels est un potentiel désastre : suppression des subventions facultatives (dont, dans certains secteurs, celles-ci existent depuis plus de 20 ans et permettent à des services entiers d'exister), avant même de les avoir évalués et avant de prévoir les fameux moyens structurels. Autrement dit, on coupe dans les budgets purement et simplement ; cela représente de nombreux emplois dans le secteur mais également une action sociale considérablement affaiblie. Ça c'est pour la forme.

Sur le fonds, l'approche des dossiers repose sur une vision stéréotypée : le non-marchand, à la lecture des déclarations politiques, doit être évalué, rationalisé et soumis à des indicateurs de réalisation sous peine de voir ses subventions réduites. Dit autrement, le non-marchand est inefficace, dispendieux, voire carrément prosélyte¹.

Considérer qu'un CISP doit, pour être financée, être évaluée au regard du nombre de mises à l'emploi, c'est faire fi du temps long indispensable à une réintégration de qualité, c'est faire fi du contexte sociologique et économique dans lequel les personnes se trouvent, c'est faire fi des accidents de parcours qui peuvent arriver à chacun.e d'entre nous, c'est faire fi de la réalité de l'emploi sur un territoire... c'est nier une réalité sociale dans laquelle il faut plutôt investir et non désinvestir. Or, l'investissement du gouvernement sera de réduire les moyens de l'action sociale (réduire le nombre de travailleurs et réduire les allocations par l'exclusion de ses allocataires).

Alors, soit on peut en rester là et se dire que cette politique est le résultat de la médiocrité des cabinets ministériels (mauvaise connaissance des dossiers et préjugés), soit on peut se laisser à penser que la mesure est bien volontaire et s'appuie sur une ligne idéologique claire : affaiblir le non-marchand pour laisser d'une part plus de place au marché et d'autre part faire taire un contre-pouvoir.

¹ Voir DPC, page 10, 1^{er} paragraphe.

Arrêtons-nous maintenant sur le peu de cas qui est fait des droits des citoyennes francophones. Simone De Beauvoir nous disait qu'il suffira d'une crise pour que les droits des femmes reculent. La 1ère mesure ayant trait à « l'égalité » épinglée par la presse et martelée en boucle par les élus libéraux ? L'interdiction de l'écriture inclusive dans les textes officiels.

Cherchez le chapitre consacré aux droits des femmes dans la déclaration de politique wallonne et communautaire : vous n'en trouverez pas ! En fouillant, vous découvrirez juste un sous-point – le tout dernier - dans le chapitre « action sociale » qui reprend, dans un vaste package « l'égalité », « le droit des femmes » et la « lutte contre les discriminations ». Et qui s'inquiète surtout de promouvoir le service citoyen, de lutter contre toutes les discriminations, dont « l'agressivité contre les Occidentaux » (sic !), et celles ayant lieu dans le sport. Sur le fond, alors ? Pas grand-chose. Sur des questions aussi cruciales que le logement ou l'emploi, les lunettes de genre semblent absentes. Quant à l'accueil de la petite enfance, il se voit contaminé par des logiques marchandes et introduit une priorité donnée aux parents qui travaillent ; atteinte grave au principe d'égalité entre les enfants.

Vie féminine a toute les raisons d'être inquiète du futur gouvernement fédéral également., les réformes socioéconomiques pressenties risquant d'aggraver les inégalités de genre. La flexibilité accrue qui se dessine va évidemment dégrader les conditions de travail de tous et toutes, mais va impacter davantage les travailleuses, surtout quand elles ont des enfants. Car oui, ce sont toujours les mères qui assument la majorité du soin aux enfants et des tâches domestiques et qui adaptent leurs horaires voire leur temps de travail au rythme de leur(s) enfant(s). Ce qui nous attend avec la coalition Arizona ressemble très fort à une politique structurelle de violences économiques à l'égard des femmes. Le risque, in fine, est bel et bien une exclusion pure et simple d'une partie des travailleuses du marché du travail, devenu totalement incompatible avec la vie de famille.

Une violence institutionnelle, étatique, qui s'ajouterait aux violences faites aux femmes, sous toutes leurs formes. Ici, à Charleroi, nous avons la chance d'avoir une Chambre spécifique pour les violences intrafamiliales qui permet enfin un traitement conjoint des questions de violences en justice pénale et familiale. Un projet pilote qui, au terme de son évaluation, était appelé à se généraliser dans tout le royaume. Et qu'il nous faudra à tout prix défendre, au même titre que l'importance d'un nouveau plan d'action national de lutte contre les violences. Car en matière de droits des femmes, ne rien faire, c'est déjà reculer !

Rappelons-nous que les politiques conservatrices et réactionnaires s'en prennent toujours en premier lieu aux droits des femmes et des étranger.e.s. Pour résister, nous devons placer les droits des femmes et des étranger.e.s au centre et non à la marge de nos combats communs.

Enfin, ce gouvernement fait la part belle à la numérisation qui offre de nombreux avantages en termes d'efficacité et d'accessibilité certes, mais de nombreuses personnes peuvent se trouver désavantagées par la numérisation obligatoire des services essentiels. Or, le décret Wallonie numérique tout récemment voté est passé à un cheveu de ne plus garantir l'accès à des guichets physiques.

Les Equipes Populaires, très mobilisées sur ces questions, ne cachent pas leurs questions et inquiétudes nombreuses dans cette transformation majeure de nos vies et dans cette fuite en avant technologique sans recul éthique et social.

Globalement, les politiques mises en œuvre sont ainsi une attaque frontale contre nos acquis sociaux, nos droits et notre modèle de concertation sociale ; et nos organisations (syndicales, mutuellistes, d'éducation permanente et d'insertion socioprofessionnelle) sont toutes remises en question quant à leur légitimité.

Pour 2025, nous devons nous mobiliser encore plus fermement face à ces attaques répétées contre les travailleuses et travailleurs, la sécurité sociale et tout notre projet de société.

C'est une première conséquence de ces élections.

2) Seconde réflexion :

Le vote des jeunes. Rappelons-nous qu'en 2024, sur 8,3 millions d'électeurs, 547.000 votaient pour la première fois (+ 384.000 entre 16 et 17 ans qui votaient aux européennes). Après les grandes mobilisations pour le climat et les inégalités de genre, on pouvait espérer une génération plus sensible aux questions d'écologie et d'égalité, force est de constater qu'il n'en est rien. La jeunesse est tout aussi hétérogène et sensible aux mêmes questions que le reste de la population. Elle a soutenu comme les plus âgés des politiques de droite. Le défi est donc le même pour nos organisations de jeunesse (la JOC, les Jeunes CSC, les Jeunes Femmes) que pour les mouvements sociaux. À nous d'y travailler ensemble.

Ne nous arrêtons pourtant pas à ce seul besoin de lutte commune.

Pour parler des jeunes et de l'univers dans lequel ils évoluent et duquel je me sens par moment totalement et stupidement étrangère, je vous partage un petit événement de ma vie : nous étions partis une journée à Lille à Noël avec ma petite famille et marchions dans les rues du centre-ville en fin d'après-midi. Subitement, nous avons vu d'abord quelques dizaines, puis des centaines de gens courir dans une même direction. Des centaines de gens qui se précipitaient. Je n'avais jamais vu ça, jamais autant de monde, même en manif poursuivie par des flics... C'était impressionnant et c'était tout simplement la présence d'un influenceur qui faisait à ce point courir des centaines de personnes. En rentrant, j'ai été regardé l'un des influenceurs les plus populaires de France, juste pour voir, ... 43 millions d'abonnés, 4 fois la Belgique. J'ai tenu 2 minutes de vidéo. Je n'ai pas compris. Et là je mesure le décrochage, mon propre décrochage mais pas seulement le mien.

Si je ne suis pas fort connectée et que d'autres le sont bien plus que moi dans nos mouvements, je m'interroge quand même sur notre capacité à écouter, entendre, voir ce qui se vit au quotidien pour les gens.

3) C'est le point de départ de ma troisième réflexion :

Les belges ont voté massivement pour une droite libérale et individualiste. Que cherchent-ils ? qu'attendent-ils ? De quoi ont-ils vraiment besoin et qui n'est pas satisfait ?

On peut dans un premier temps interroger la puissance de la pensée unique, cette pensée dominante libérale qui n'a eu de cesse de se répandre. Appelée aussi hégémonie culturelle : une seule culture, une seule façon de voir et de penser qui préférera toujours l'économique au politique². Marché, pragmatisme, concurrence et compétitivité, libre-échange, mondialisation, privatisation, moins d'Etat et moins de politique, ..., ses mots-clés nous sont répétés à l'envi depuis des décennies. Ignacio Ramonet nous écrivait déjà en 1995 : « La répétition constante, dans tous les médias, de ce catéchisme par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, lui confère une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre, et rend fort difficile la résistance contre ce nouvel obscurantisme ».

30 ans plus tard, cette pensée unique, celle qui fait courir des centaines de gens est plus que présente (pour l'anecdote, je rassure, il y avait aussi des centaines de gens qui ne courraient pas et regardaient comme nous, médusés). Cette pensée qui incite à prendre position en faveur des discours les plus clivant, les plus individualisant, les plus mercantiles, la pensée unique en tant que pensée dominante n'est même presque plus dénoncée, nous pensons tous avec. Nous avons tous dans notre langage courant les mots qui la fonde et c'est un combat permanent que de chercher au quotidien à utiliser d'autres mots et d'autres grilles de pensées.

On peut donc, interroger la puissance de cette pensée dominante. Mais on doit aussi s'interroger sur le sens de celle-ci pour les gens. L'électeur n'a pas seulement voté parce qu'il était dominé par une pensée plus puissante que lui. Ce serait faire insulte à son intelligence et mépriser ses choix. Les populations ont fait des choix, partout dans le monde (puisque l'on observe la même vague mondiale), les analystes disent que les populations éprouvent un désir de changement. Lequel ?

Nous faisons l'hypothèse au MOC que le besoin fondamental est de retrouver du pouvoir sur soi et sur sa propre vie et destinée. Le sentiment que tout nous échappe, la mondialisation économique, l'éloignement des centres de décisions, la numérisation des services aux citoyens, la domination algorithmique de nos données... où est encore le pouvoir d'agir des personnes à l'intérieur de ce monde ? Alors, la tentation est grande de voter pour des personnalités fortes et populistes, de prendre parti pour des discours qui mettent en avant le repli sur soi, et partant des discours conservateurs et excluant. Ainsi, vouloir limiter le chômage à deux ans, c'est sous-entendre qu'une part de la population ne ferait pas les mêmes « efforts » qu'une autre part, c'est opposer entre eux les travailleurs et travailleuses, c'est diviser pour réduire les lieux de solidarité. Plutôt que nous diviser et nous opposer, nous avons sans doute tous besoin de reprendre la main sur ces processus qui nous échappent.

Les gouvernements wallon et communautaire mettent en place ce qu'ils ont promis. Mais que promet la gauche ?

Pour retrouver une capacité d'agir, il nous faut dire quel monde nous voulons et pas seulement celui dont nous ne voulons pas et proposer et construire une alternative crédible. Nous avons au MOC et dans nos organisations les outils et les projets pour construire une autre culture et proposer un autre monde. À nous de le porter haut et fort.

² Ignacio Ramonet, 1995, Le Monde Diplomatique

Nous sommes forts de nos luttes pour rendre égal et universel l'accès aux droits, en particulier le droit à la santé. La Mutualité Chrétienne réaffirme son engagement régulièrement : agir au quotidien pour défendre nos membres, garantir l'accessibilité de chacun.e à la santé et à une vie de qualité, lutter contre les inégalités de santé, plaider pour des services numériques inclusifs et un renforcement des politiques de santé publique.

Nous sommes forts d'un projet syndical ambitieux qui passe par la défense et la valorisation du travail de qualité pour toutes et tous. Cela implique de lutter pour une réduction collective du temps de travail, en commençant par l'instauration d'une cinquième semaine de congés payés.

Nous sommes fortes d'un front de femmes engagées pour défendre la place et les droits des femmes, systématiquement remis en causes par les politiques néolibérales et conservatrices.

Nous sommes forts d'un projet de préservation et de renforcement de la sécurité sociale, socle de notre solidarité nationale, pour que chacun.e vive dignement, en bonne santé et dispose de revenus suffisants pour vivre en sécurité.

Rappelons aussi que des services publics forts et efficaces sont essentiels pour améliorer la qualité de vie de tous.

Nous sommes forts d'un front commun syndical et associatif pour peser ensemble dans les débats sociaux et politiques, et refonder une gauche politique, car ces gouvernements de droite ne doivent être qu'une parenthèse dans notre histoire.

Nous sommes forts d'une jeunesse militante, motivée par la justice sociale et la construction collective d'un monde plus juste. 2025 sera d'ailleurs l'occasion pour la JOC de fêter son centième anniversaire et d'ouvrir un nouveau chapitre pour notre fédération de Charleroi-Thuin. La Jeunesse Organisée et Combattive est motivée pour faire grandir son mouvement et invite tous les jeunes à les rejoindre pour célébrer ce centenaire et agir ensemble !

Nous sommes forts de centaines d'initiatives de solidarité et d'action sociale qui permettent aux gens d'être ensemble, de se parler, de trouver de l'aide quand cela est nécessaire. Des écoles, des centres de formation, des entreprises de formation par le travail, des ateliers d'alphabétisation, des entreprises d'insertion, des permanences sociales et juridiques, ... C'est une autre forme de sécurité, c'est ressentir la solidarité.

Nous sommes forts d'un projet écologique et populaire, qui vise à intégrer les préoccupations environnementales dans toutes les sphères de la politique sociale pour promouvoir un développement durable qui bénéficie à tous.

Nous sommes forts enfin d'appartenir à un territoire riche pour lequel nous travaillerons à un redéploiement industriel ambitieux et durable, inscrit dans une transition juste. Charleroi Métropole doit redevenir une terre d'excellence industrielle, où l'innovation, le savoir-faire et les travailleurs sont au cœur du projet. Nous devons conjuguer progrès social et environnemental pour bâtir un avenir où l'industrie renforce l'emploi et respecte la planète.

Enfin, le redéploiement industriel de Charleroi doit être notre fierté collective. Ensemble, nous avons les compétences, la volonté et la vision pour transformer notre région en un pôle de référence européen, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté dans cette transition.

Notre force réside dans notre unité et notre détermination. Nous avons prouvé en 2024 que nous étions capables de grandes victoires.

En 2025, nous devons transformer cette force en un levier pour un avenir plus juste, redonner espoir et sens à nos luttes.

Nous ne manquons pas de bonnes idées, mettons-les en œuvre.

Portons ces projets et ces discours avec fierté, pour reprendre la main sur ce qui nous échappe. Construisons nous-mêmes le monde que nous voulons voir naître, ce monde où l'égalité est au cœur de nos priorités.

En janvier 2023, je vous citais Miguel Benasayag : « être « un contre-pouvoir, ce n'est pas un mouvement « contre le pouvoir », c'est plutôt « au-delà » de la logique de pouvoir : (...) c'est créer les conditions nécessaires au changement depuis le seul endroit où nous sommes puissants, à savoir dans chaque situation que nous habitons »³.

Nos organisations ne doivent ainsi jamais cesser, dans chaque situation qu'elles vivent, dans chaque situation où elles sont de rassembler, d'analyser, d'agir... créer : créer des alternatives solidaires, vivre et façonner des modèles de société qui portent et sont agies par nos valeurs communes.

C'est notre vœu pour 2025.

Et je vous invite Vous les militantes et militants ! Vous les bénévoles ! Vous les femmes et hommes politiques ! Vous les travailleuses et travailleurs de l'associatif, des syndicats, des mutuelles ! à vous battre avec nous !

*Pour le Mouvement Ouvrier Chrétien de Charleroi-Thuin,
Adeline Baudson*

³ Miguel Benasayag, Du contre-pouvoir, p.VIII